



DIVISION
DES DROITS DES PALESTINIENS

VINGT-SEPTIEME SEMINAIRE REGIONAL DES NATIONS UNIES
SUR LA QUESTION DE PALESTINE
(SEPTIEME SEMINAIRE REGIONAL POUR L'AMERIQUE DU NORD)

Thème : "Paix et justice pour les Palestiniens
- un impératif des années 90"

Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York
25-26 juin 1990

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 3	1
A. Déclarations liminaires	4 - 18	1
B. Tables rondes	19 - 34	6
C. Conclusions et recommandations	35 - 44	15

Annexes

I. MESSAGE ADRESSE A M. YASSER ARAFAT, PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE, PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE	19
II. LISTE DES PARTICIPANTS	20

Introduction

1. Le septième Séminaire régional des Nations Unies pour l'Amérique du Nord sur la question de Palestine, organisé sur le thème "Paix et justice pour les Palestiniens - un impératif des années 90" s'est tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, les 25 et 26 juin 1990, conformément à la résolution 44/41 B de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1989.

2. Mme Absa Claude Diallo (Sénégal), Présidente du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a présidé le Séminaire, et M. Alexander Borg Olivier, Rapporteur du Comité, en était le Rapporteur.

3. Quatre séances ont eu lieu et 12 intervenants ont présenté des exposés sur certains aspects de la question de Palestine. Ont également participé au Séminaire les représentants de 47 gouvernements, de la Palestine, d'un Etat non membre, de deux organes des Nations Unies, de sept institutions spécialisées ou organismes des Nations Unies, de trois organisations intergouvernementales ainsi que d'un mouvement de libération nationale et de 15 organisations non gouvernementales.

A. Déclarations liminaires

Déclaration du représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

4. Le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général adjoint Ronald L. Spiers, a pris la parole à la séance inaugurale. Dans son allocution de bienvenue, M. Spiers a souligné que la décision prise par l'Assemblée générale de réunir des séminaires régionaux sur la question de Palestine traduisait les profondes préoccupations suscitées au sein de la communauté internationale par le conflit israélo-arabe, accentué par le problème de la Palestine. Une majorité écrasante de Membres de l'Organisation des Nations Unies estimait qu'une solution juste et équitable de la question, qui touchait non seulement les parties directement en cause, mais aussi la communauté internationale tout entière, revêtait plus d'urgence que jamais.

5. M. Spiers a fait état du Séminaire régional européen sur la question de Palestine qui avait eu lieu à Stockholm (Suède) en mai et a déclaré qu'il avait remporté un succès particulier en raison de la participation de parlementaires et de personnalités politiques d'Europe, d'intervenants israéliens et palestiniens, d'experts des Etats-Unis, de Chine et d'Union soviétique ainsi que de représentants du Comité international et des comités européens de coordination pour les ONG. Les précieuses contributions de tous les participants ont donné lieu à un débat animé et constructif, marqué par un esprit de coopération qui a permis de formuler des propositions positives et pragmatiques pour l'avenir.

6. M. Spiers a rappelé que la réunion se tenait à un moment où une impasse politique conjuguée avec le vide diplomatique existant risquait, si cela devait persister, d'avoir de très graves répercussions. La communauté

internationale s'inquiétait de plus en plus de la dégradation de la situation dans les territoires occupés. L'Intifada en était maintenant à sa troisième année. Son message était direct et dépourvu d'ambiguïté. L'occupation israélienne, qui avait duré 23 ans, était devenue inacceptable pour le peuple palestinien. Dans un tel climat, il semblait absolument indispensable de trouver un moyen d'entamer de véritables négociations qui permettraient de rétablir l'espoir en une paix juste et durable.

7. A sa quarante-quatrième session, l'Assemblée générale avait adopté à une écrasante majorité une résolution qui en appelait une fois encore à la réunion d'une conférence internationale de paix au Moyen-Orient. Cette conférence, qui se tiendrait sous les auspices des Nations Unies, réunirait les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général estimait que cette conférence devait se tenir sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et prendre pleinement en compte les droits légitimes du peuple palestinien, y compris celui d'autodétermination.

8. Tout progrès en direction d'un règlement au Moyen-Orient semblait pour le moment bloqué, et des civils innocents avaient été victimes d'actes de violence que le Secrétaire général avait condamnés et qui avaient fait l'objet de longs débats au Conseil de sécurité. Le Secrétaire général avait demandé aux autorités israéliennes, en leur qualité de puissance occupante, de se conformer scrupuleusement aux obligations que leur impose la quatrième Convention de Genève. De plus, le Secrétaire général était profondément préoccupé par l'évolution de la situation dans les territoires. Il avait estimé qu'il était de son devoir, conformément aux tâches qui lui incombait au titre de la Charte, d'envoyer une mission qui étudierait la situation et lui remettrait un rapport.

9. L'absence de progrès en direction d'une paix que seules de véritables négociations permettraient de réaliser avait aggravé les frustrations des populations du Moyen-Orient, contribuant ainsi à une escalade des tensions dans toute la région. Le Secrétaire général estimait qu'il était absolument nécessaire d'entamer dès que possible une négociation à laquelle participeraient toutes les parties au conflit. C'est pourquoi il était resté en contact permanent avec toutes les parties au conflit du Moyen-Orient afin d'essayer de trouver une base de négociation commune. De nombreux gouvernements continuaient à s'efforcer d'aider toutes les parties à ce conflit à trouver une solution. Ces efforts devaient se poursuivre malgré l'évolution décourageante de la situation. A ce sujet, l'intervenant a noté que le Gouvernement des Etats-Unis avait pour l'heure suspendu son dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine. Il fallait bien sûr respecter les décisions des gouvernements, mais il n'en fallait pas moins aussi rappeler avec insistance que l'Organisation des Nations Unies s'était engagée à oeuvrer en faveur de la paix par le dialogue, et M. Spiers a exprimé l'espoir que ce dialogue reprendrait bientôt. La situation existante constituait une menace constante pour la paix internationale et empêchait la communauté internationale de concentrer son énergie et ses ressources sur la solution des problèmes lancinants auxquels elle se trouvait confrontée, c'est-à-dire le développement, l'environnement, les droits de l'homme ou les

stupéfiants. Par ailleurs, une grande partie des actions terroristes dans le monde prenaient leur origine dans les conflits du Moyen-Orient.

10. M. Spiers a terminé en rappelant qu'une opinion publique éclairée pourrait exercer des pressions en vue de faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient. Le soutien apporté au principe de l'autodétermination du peuple palestinien par les participants influents au Séminaire pourrait contribuer à mobiliser l'opinion publique en Amérique du Nord. Il était indispensable de mobiliser un large soutien pour parvenir à trouver une solution juste à la question de Palestine.

Déclaration de la Présidente du Séminaire

11. Mme Absa Claude Diallo, Présidente du Séminaire, a souligné que la réunion avait lieu à un moment où il fallait mobiliser un plus large soutien de la communauté internationale, et en particulier de l'opinion publique d'Amérique du Nord, pour trouver une solution juste au problème. Depuis sa création, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien n'avait cessé d'insister sur le fait que seule la création de deux Etats permettrait d'envisager une solution à la question de Palestine. C'est pourquoi le Comité avait demandé sans relâche à Israël de respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et des résolutions des Nations Unies. Il demandait également aux Nations Unies d'apporter toute l'aide nécessaire pour favoriser le développement économique et la prospérité du peuple palestinien. Mme Diallo a rappelé que la persistance de l'occupation militaire et le refus opposé par le Gouvernement israélien à la reconnaissance des droits des Palestiniens avaient contribué à mettre en échec les multiples initiatives politiques et diplomatiques prises jusqu'ici. Cela étant, le Comité avait redoublé d'efforts pour informer l'opinion publique mondiale afin de mobiliser un plus large soutien pour les résolutions prises par les Nations Unies sur ce sujet. Le Comité était fermement convaincu qu'on ne pourrait aboutir à une solution pacifique qu'en éclairant l'opinion publique et en encourageant un débat franc et objectif entre toutes les personnes concernées afin de créer un climat propice à l'engagement d'un processus de négociation entre les parties sous les auspices des Nations Unies.

12. Cependant, depuis 1988, les initiatives de paix prises par les Palestiniens et leurs tentatives d'ouvrir un dialogue s'étaient constamment heurtées à l'opposition d'Israël qui avait adopté une attitude de provocation fondée sur le désir manifeste de renforcer son occupation illégale du territoire palestinien, où il soumettait constamment la population à toutes sortes de violences, de frustrations et d'intimidations. Cette situation a donné naissance le 9 décembre 1987 à l'Intifada, et les extrémistes des deux camps risquaient d'avoir de plus en plus recours à la violence. Après les événements récents qui se sont déroulés dans la région, il était à craindre une nouvelle conflagration qui aurait des conséquences imprévisibles. La brusque dégradation récente de la situation avait suscité de très graves préoccupations au sein de la communauté internationale et fait l'objet d'une réunion urgente du Conseil de sécurité à Genève. Malheureusement, le Conseil n'avait pu, une fois encore, adopter des mesures de nature à garantir la sécurité et la protection des Palestiniens vivant en zone occupée, cela parce

que l'un des membres permanents du Conseil avait fait exercice de son droit de veto.

13. A la fin du XXe siècle, alors que le vent de la liberté et de la démocratie soufflait sur le monde entier, il était inacceptable que le peuple palestinien reste victime de souffrances particulièrement inhumaines. Le moment était venu de mettre un terme à ces injustices. Toute la communauté internationale devait apporter un plus large soutien à l'objectif de paix au Moyen-Orient et convaincre Israël que les Palestiniens avaient confirmé leur détermination de résister à l'occupation israélienne et d'y mettre un terme afin de faire reconnaître leurs droits nationaux, quelles que soient les difficultés. L'Intifada avait commencé à mettre en place les fondements du futur Etat palestinien indépendant, non seulement dans l'esprit des gens mais aussi dans la façon dont ils organisaient leur vie au jour le jour. Le Comité regrettait profondément que, malgré les appels répétés de la communauté internationale, le Gouvernement israélien n'avait jusqu'ici pas réagi positivement à l'initiative palestinienne de paix ni accepté le principe que le peuple palestinien, à l'instar de tous les autres, avait des droits nationaux inaliénables. Convaincu que seul le dialogue pouvait apporter une solution au problème, le Comité était plus que jamais déterminé à poursuivre sa quête des moyens de promouvoir ce dialogue et de rapprocher les deux parties afin d'instaurer les conditions propices à la tenue d'une conférence internationale de la paix. De nombreux secteurs de l'opinion publique israélienne y étaient de plus en plus favorables et se trouvaient à cet égard en position de pointe par rapport à leur gouvernement. On pouvait en dire autant des organisations juives d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale. De nombreux Israéliens avaient commencé à comprendre qu'Israël devait entamer un dialogue avec les véritables représentants du peuple palestinien, à savoir l'Organisation de libération de la Palestine, et à envisager de se retirer complètement du territoire occupé afin de laisser libre cours au processus d'autodétermination et d'indépendance. Les Palestiniens, y compris les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine, et des Israéliens travaillaient de concert dans de nombreuses activités, ce qui attestait de leur maturité et de leur désir de coexister en paix dans un esprit de fraternité et de respect mutuel. L'intensification des contacts entre les deux parties à différents niveaux montrait clairement qu'on en était arrivé à un tournant historique dans ce conflit et que des négociations étaient effectivement possibles. Mme Diallo a affirmé en conclusion que l'influence de l'opinion publique nord-américaine avait été décisive pour l'heureux dénouement de grands problèmes mondiaux. Elle s'est félicitée de l'attachement sincère des populations d'Amérique du Nord aux idéaux de paix et de justice.

Message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine

14. M. Zuhdi L. Terzi, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, a donné lecture d'un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine. Dans ce message, M. Arafat se félicitait du rôle efficace joué par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ainsi que des grands efforts déployés par lui, des efforts faits par le Secrétaire

général et de la contribution importante apportée par les organisations non gouvernementales. Il soulignait dans son message que le peuple palestinien continuerait sa lutte pour se libérer de l'occupation israélienne, poursuivrait l'Intifada et continuerait à défier les autorités d'occupation israélienne jusqu'à ce qu'il atteigne ses objectifs nationaux : liberté, indépendance et souveraineté sur le sol de sa patrie sous la direction de son seul représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine.

15. M. Arafat déclarait dans son message que le programme du nouveau Gouvernement israélien comportait un plan d'écrasement de l'Intifada et d'absorption et d'implantation de millions d'immigrés juifs. Ce gouvernement traitait les Palestiniens des territoires occupés comme des étrangers dans leur propre pays. Le programme du gouvernement de coalition israélien laissait présager le risque d'une guerre d'extermination contre le peuple palestinien, allant de pair avec des expulsions massives prévues dans le plan de transfert adopté par les plus fanatiques parmi les extrémistes israéliens. Le message affirmait que le nouveau Gouvernement israélien avait entamé une guerre contre la légitimité internationale, les résolutions de la communauté internationale et les droits fondamentaux du peuple palestinien. Ce gouvernement adoptait une démarche fondée sur l'arrogance du pouvoir, le refus de la légitimité et du droit internationaux et l'imposition du fait accompli par le biais de l'élimination physique, de l'intimidation et de l'expulsion du peuple palestinien dans le dessein de vider la terre de ses occupants et d'y installer à leur place des immigrants juifs avant d'annexer ces territoires et de créer le Grand Israël. Ce plan israélien constituait un défi flagrant lancé à la communauté internationale et une violation fondamentale des droits nationaux du peuple palestinien, et il posait une menace sérieuse à la paix et la sécurité dans la région comme dans le monde entier. Ce message mettait en garde la communauté internationale contre les dangers du plan du Gouvernement israélien.

16. Plus que jamais, poursuivait M. Arafat, les Etats-Unis devaient renoncer à leur parti pris favorable à la politique d'agression israélienne et adopter une nouvelle position politique qui se caractériserait par l'esprit de décision, l'impartialité et le soutien aux droits des Palestiniens conformément aux résolutions de la communauté internationale et à la légitimité internationale représentée par l'Organisation des Nations Unies, y compris les résolutions concernant la réunion d'une conférence internationale de la paix au Moyen-Orient, moyen considéré comme le meilleur pour instaurer la paix dans la région. L'Administration des Etats-Unis, ajoutait le message, faisait obstacle à la légitimité internationale en utilisant son droit de veto à l'Organisation des Nations Unies, ce qu'elle avait fait six fois cette année. Sans le soutien américain, Israël n'aurait pas les moyens de persister dans son intransigeance et son refus de la paix, sans parler des idées et propositions formulées par l'Administration américaine elle-même. L'annonce, par le Président Bush, de la rupture du dialogue avec l'OLP était un fait nouveau qui accroissait les tensions dans la région et renforçait les tenants de l'extrémisme. L'Organisation de libération de la Palestine tenait l'Administration américaine pour responsable de l'absence de progrès en direction de la paix, de toute dégradation possible de la situation et de l'intensification des actes de violence, des meurtres et des destructions.

17. Dans son message, M. Arafat s'en remettait au Séminaire pour étudier sérieusement les événements récents et adopter les résolutions qui conviendraient pour mettre en lumière les graves dangers que comportaient inévitablement le déni persistant, par les autorités israéliennes, des droits nationaux du peuple palestinien et le soutien continu des Etats-Unis au Gouvernement israélien, ainsi que ceux qui résultaient de l'afflux d'immigrants juifs et leur installation en territoire palestinien occupé. Il se disait certain que le Séminaire adopterait des résolutions de nature à renforcer l'aide et l'assistance à la juste cause palestinienne, à la lutte légitime du peuple palestinien pour sa liberté et au soulèvement national jusqu'au moment où les autorités israéliennes mettraient un terme à leur occupation et où la population pourrait de nouveau exercer ses droits inaliénables de nation, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit de créer son propre Etat palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale.

Autres déclarations

18. A la séance inaugurale, M. Ricardo Alarcón de Quesada, Vice-Président du Comité spécial chargé de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, M. Guennadi Oudovenko, Vice-Président du Comité spécial contre l'apartheid, M. Clovis Maksoud, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique, et M. Count Pietersen, Représentant principal du Pan Africanist Congress of Azania, ont également fait des déclarations en faveur de l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et de la conclusion d'un règlement juste, général et durable de la question de Palestine.

B. Tables rondes

19. Deux tables rondes ont été organisées et plusieurs personnalités y ont exprimé leur opinion.

Table ronde I : "Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine dans le développement économique, culturel et social du peuple palestinien et son programme politique pour parvenir à la création d'un Etat pour le peuple palestinien"

M. Ibrahim Abu-Lughod (Palestinien)

Table ronde II : "L'Intifada, nécessité urgente de convoquer la Conférence internationale de la paix en vue d'un règlement fondé sur le principe deux peuples - deux Etats, et le rôle de l'Amérique du Nord"

M. Mahdi Abdul-Hadi (Palestinien); M. Faisal Hussein (Palestinien); M. Latyr Kamara (Sénégal); M. Amos Kenan (Israël); M. Hans Peter Kotthaus (République fédérale d'Allemagne); M. Michael Lanigan (Irlande); Mme Margaret McCormack (Etats-Unis d'Amérique); Rabbi Marshall Meyer (Etats-Unis d'Amérique); le révérend Michael J. Peers (Canada); M. Chaim Shur (Israël); M. Andrej Zakharov (Union des Républiques socialistes soviétiques).

Table ronde I

"Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine dans le développement économique, culturel et social du peuple palestinien et son programme politique pour parvenir à la création d'un Etat pour le peuple palestinien"

20. M. Ibrahim Abu-Lughod, membre du Conseil national palestinien et professeur de sciences politiques à la Northwestern University, a affirmé que l'Organisation de libération de la Palestine avait pour but de conduire le peuple palestinien à l'indépendance. Sa principale mission était la libération nationale, mais elle s'était aussi engagée à libérer le peuple palestinien sur les plans social, éducatif et culturel. Se référant à l'intervention de M. Nelson Mandela devant l'Assemblée générale, il a insisté sur le fait qu'Israël pratiquait le même type sans pareil de colonialisme que l'apartheid en Afrique du Sud. L'OLP s'inspirait pour ses actions de sa charte nationale, qui en appelait à l'autodétermination en faveur du peuple palestinien afin qu'il retrouve son identité nationale. Israël, et en particulier le mouvement sioniste, niait l'identité de ce peuple et concevait la Palestine comme un no man's land. Afin de préserver et de nourrir l'identité nationale, l'OLP s'efforçait tout particulièrement de préserver la culture et de développer l'éducation, comme en témoignent par exemple le développement des universités sur la Rive occidentale et à Gaza ainsi que la création en 1965 d'un centre national de recherche.

21. L'OLP s'inspirait également de la Déclaration d'indépendance de 1988, qui affirmait l'existence de la Palestine en tant qu'Etat. La reconnaissance la plus importante d'un gouvernement venait de la population elle-même et non d'autres gouvernements. Depuis le début de l'Intifada, le peuple palestinien avait démontré qu'il acceptait l'autorité de l'OLP pour le gouverner sur les plans politique, culturel et éducatif. Restait la question de la consolidation de la souveraineté palestinienne sur sa terre sans intervention extérieure. M. Abu-Lughod a fait observer que l'Intifada avait également mis en lumière qu'Israël jouait le rôle de puissance occupante. La Déclaration d'indépendance palestinienne s'ancrait notamment sur la Déclaration de l'Organisation des Nations Unies sur l'indépendance des pays coloniaux et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle s'ancrait aussi sur les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question palestinienne, qui prévoyaient notamment la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination, à l'indépendance, à la souveraineté et au droit de retourner sur la terre de ses ancêtres ou de recevoir des compensations. Dans sa conclusion, M. Abu-Lughod déclarait que les Etats-Unis avaient toujours refusé aux Palestiniens, comme à d'autres peuples, le droit à l'autodétermination; toutefois, ils se soumettaient aux réalités. Il fallait donc changer ces réalités dans la région. L'opinion publique américaine était favorable à l'exercice de sa souveraineté par le peuple palestinien. Israël serait donc vaincu en tant que puissance coloniale. Il fallait démontrer à Israël que les relations entre colonisateurs et colonisés s'amélioreraient après la décolonisation, et c'était toujours aux colonisés de forcer l'impasse. C'était les Palestiniens qui avaient offert la coexistence à la communauté juive en Palestine. La formule qu'ils avaient proposée était de créer deux Etats placés sous le signe de l'égalité, tout comme le seraient leurs populations qui coopéreraient l'une avec l'autre.

Table ronde II

"L'Intifada, nécessité urgente de convoquer la Conférence internationale de la paix en vue d'un règlement fondé sur le principe deux peuples - deux Etats, et le rôle de l'Amérique du Nord"

22. M. Faisal Hussein, Palestinien et Directeur du Centre d'études arabes à Jérusalem-Est, a déclaré que pour parvenir à la paix et mettre un terme au conflit israélo-palestinien, les deux parties devaient laisser de côté leurs rêves et leurs idéologies. Chacune devait déterminer qui était l'ennemi, quelle était l'essence même de leur inimitié et si une coexistence serait possible. Pour les Palestiniens, l'ennemi, c'était Israël. Ils avaient décidé de coexister avec lui et étaient prêts à s'asseoir à la table des négociations. Il leur fallait également négocier avec les dirigeants de leur ennemi, que cela leur plaise ou non, parce que c'était seulement avec ces dirigeants qu'ils pouvaient construire la paix. Israël devrait lui aussi désigner son ennemi, déterminer sa position à son égard et négocier avec ses représentants. Le futur système de sécurité ne devait pas se construire sur un équilibre de pouvoir, c'est-à-dire sur un équilibre de puissance et de crainte, mais sur l'intérêt mutuel. M. Hussein a souligné qu'Israël et la Palestine, comme Israël et la Jordanie, avaient beaucoup en commun.

23. L'Intifada avait, quant à elle, une grande signification. Son message était clairement que les Palestiniens ne voulaient pas détruire l'Etat d'Israël mais voulaient mettre fin à l'occupation. Il n'y avait aucun moyen de maintenir cette occupation. L'Intifada était un mouvement, une sorte de révolution vers un nouveau mode de pensée. C'était une guerre dont l'objectif était de faire évoluer l'opinion publique. La bataille se déroulait sur quatre fronts : palestinien, israélien, international et arabe. La première année du soulèvement s'est surtout caractérisée par des luttes intestines entre Palestiniens et a débouché sur les décisions prises en novembre 1988 par le Conseil national palestinien. Sur le front international, on a obtenu beaucoup de résultats, notamment en Europe. La troisième année, l'Intifada a livré combat contre l'opinion publique israélienne. Israël ne parvenait déjà plus à poursuivre l'occupation avec un consensus national sans faille. Le gouvernement de coalition avait échoué et l'opposition interne à l'occupation s'était renforcée. Il fallait maintenant consolider l'Intifada en la relançant et en la durcissant. Il s'agissait de créer l'infrastructure de l'Etat palestinien, de séparer les intérêts et organismes palestiniens des organismes de l'Etat israélien, et de dissocier l'économie palestinienne de l'économie israélienne. Il s'agissait en dernier ressort de créer un Etat palestinien afin de parvenir à une paix globale au Moyen-Orient. Cela ne se ferait pas par un accord israélo-palestinien séparé, mais exigerait plutôt un accord israélo-arabe global avalisé et garanti par une conférence internationale et par les grandes puissances. Le combat pour la création d'un Etat palestinien ne devait pas aboutir à la mise en place d'une économie nouvelle, mais constituait la seule solution au problème du peuple palestinien. C'est une fois cet Etat créé qu'il serait possible d'envisager une coopération régionale au Moyen-Orient. M. Hussein a souligné qu'il n'existait plus pour la première fois de consensus national en Israël en faveur de l'occupation. Il n'existait plus non plus, au sein de la communauté

juive aux Etats-Unis, de consensus en faveur du soutien inconditionnel à Israël. Le moment était donc venu pour le peuple palestinien de poursuivre sa lutte dans le cadre du droit international. Il fallait influencer l'opinion publique des Etats-Unis par une action concertée des communautés juive et arabe vivant dans ce pays.

24. M. Mahdi Abdul Hadi, Président de la Société académique palestinienne pour l'étude des questions internationales, a déclaré que l'Intifada avait renforcé le sentiment d'identité nationale parmi les Palestiniens du territoire occupé. La politique israélienne avait consisté à maintenir le statu quo et à contenir l'Intifada dans un périmètre limité. Il importait donc que la communauté internationale surveille sérieusement et systématiquement les pratiques israéliennes dans le territoire occupé. La communauté internationale devrait également y renforcer sa présence par l'intermédiaire de ses diverses institutions. Celles-ci devraient témoigner des pratiques israéliennes et en informer l'opinion publique afin que la communauté internationale intervienne pour y mettre un terme et amener Israël à négocier avec l'OLP, dans le cadre de la Conférence internationale de la paix, qui constituait le seul moyen de garantir la paix, la sécurité et la stabilité de tous les Etats et tous les peuples de la région. L'Intifada s'appuyait sur deux considérations capitales. La première année, ce mouvement était parvenu à construire un consensus national qui s'était concrétisé sous la forme du programme politique préconisant la coexistence de deux Etats. La seconde année, l'OLP avait acquis une reconnaissance internationale. Il s'agissait surtout, en cette troisième année, d'influencer l'opinion publique israélienne. Mais aujourd'hui, avec la constitution du nouveau Gouvernement israélien, les craintes refaisaient surface car la marche vers la paix s'était arrêtée. L'intervenant a fait état de la question de Jérusalem et souligné que les Palestiniens voulaient en faire une ville ouverte mais voulaient y voir instaurer deux capitales et deux souverainetés. Se référant aux émigrants juifs venus d'Union soviétique, il a déclaré que les Palestiniens n'étaient pas opposés au droit de chacun de quitter son pays et d'y revenir, mais cela devait s'appliquer aussi bien aux Palestiniens qu'aux Juifs. Il a demandé aux pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, comme aux Etats-Unis et à l'Australie, d'ouvrir leurs portes à ces immigrants. Toute émigration vers Israël ne devait pas se faire aux dépens des Palestiniens, qu'il s'agisse de leurs terres, de leur travail, de leur accès à l'eau et de leurs droits. Toute tentative d'installer ces émigrants dans le territoire occupé ne pouvait qu'intensifier la confrontation.

25. M. Latyr Kamara, Ambassadeur honoraire du Sénégal, a déclaré que l'espoir de voir démarrer de véritables négociations sur la question brûlante de la Palestine semblait avoir été annihilé lorsque Shimon Peres, chef du parti travailliste israélien, a échoué dans sa tentative de former un gouvernement majoritaire. Dans le même temps, la violence et l'ampleur de la répression dans les territoires palestiniens occupés étaient effroyables. Le refus de la paix clairement manifesté par Israël pourrait bien mener à la guerre. M. Kamara a déclaré qu'il existait une solution possible, imaginée il y a longtemps et qui avait fait l'objet d'un consensus international. Il est universellement admis que son acceptation par Israël devrait permettre des élections dans les territoires occupés, puis des négociations israélo-palestiniennes, et enfin l'organisation d'une conférence internationale de la

paix au Moyen-Orient conformément à la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, qui préconisait la solution deux peuples - deux Etats. Les Etats-Unis et Israël étaient responsables des obstacles à la tenue de la Conférence internationale de la paix. Après tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, il fallait mettre au point de nouvelles stratégies grâce auxquelles les pressions, sanctions et tentatives de persuasion porteraient leurs fruits sur ces deux pays, sur leur opinion publique et sur la communauté juive des Etats-Unis.

26. M. Kamara a insisté sur la nécessité immédiate d'entamer le processus de paix et de définir l'orientation des dispositions à prendre. Il faut encourager et soutenir l'Intifada, qui est un élément majeur dans ce type de stratégie auquel les Arabes israéliens adhèrent déjà, et mettre à la une des journaux les sacrifices incroyables qui ont été acceptés. La justice des idées fondamentales de ce mouvement doit prévaloir. Il faut également entreprendre dans le même temps des activités diplomatiques qui doivent prendre en compte tous les aspects de la situation. Les événements d'importance capitale qui ont déjà balayé ou secoué bien des régimes qui refusaient de respecter les droits de l'homme et la dignité des peuples ont mis en marche une dynamique qui fera le reste. Il faut répondre par la négative à cette question fondamentale : le problème de la Palestine et l'occupation illégale des territoires arabes continueront-ils ou non à échapper à la dialectique de la nouvelle détente Est-Ouest? Les tactiques dilatoires actuellement pratiquées par le Gouvernement israélien ne pourront pas se poursuivre indéfiniment et se trouveront finalement contrecarrées par les forces de la paix qui se déploient dans le monde.

27. M. Amos Kenan, écrivain et journaliste israélien, dit que les enfants de l'Intifada participent eux aussi à cette guerre destinée à obliger Israël à cesser son occupation de la Rive occidentale et de la bande de Gaza. Il a souligné que dans l'Israël d'aujourd'hui le système judiciaire, les services de santé et d'aide sociale, l'éducation et l'économie périllicitaient et qu'Israël ne pouvait remédier à cet état de choses sans une aide massive des Etats-Unis. Si Israël recevait de l'argent de ce pays, c'était pour des raisons diverses, historiques, humanitaires, mais aussi politiques. L'intervenant a déclaré que les trois ennemis historiques les plus obstinés d'Israël, c'est-à-dire l'OLP, l'Iraq et la Syrie, avaient désormais déclaré ouvertement qu'ils voulaient faire la paix avec lui. Néanmoins le danger présenté par la Syrie ou l'Iraq continuait de servir de cliché éculé pour justifier souvent le refus exprimé par Israël, sécurité oblige, de faire la paix avec ces pays. Mais Israël avait aujourd'hui tout intérêt et toutes les possibilités de conclure la paix. M. Kenan a souligné que rien de sérieux ne s'opposait aujourd'hui dans le monde arabe à une paix avec Israël. A son avis, Israéliens et Palestiniens étaient en quelque sorte des jumeaux qui avaient vécu un siècle sur le même sol et aimaient la même terre. Il était de l'intérêt de l'un comme de l'autre de faire la paix. Israël ne pouvait repousser les Palestiniens ou les Arabes à jamais. M. Kenan a fait état des actions menées par l'Organisation des Nations Unies pour informer l'opinion publique de diverses régions du monde au sujet du conflit du Moyen-Orient et déclaré que le seul contexte décisif où devait se jouer la bataille pour la paix était les Etats-Unis, et en particulier sa communauté juive. Il fallait la convaincre de la nécessité de conclure dans l'immédiat la paix avec les

Palestiniens et de reconnaître leurs droits en tant qu'êtres humains, y compris celui à l'autodétermination. Bien qu'il existe un décalage entre l'opinion publique et la politique officielle aux Etats-Unis, ce sont les médias qui informent l'opinion publique, et les gens comme lui n'ont pas accès à ces médias. M. Kenan a donné lecture d'un commentaire qu'il avait écrit après les récents incidents tragiques qui s'étaient produits en Israël et que plusieurs quotidiens d'information américains avaient refusé de publier. En Israël, a-t-il déclaré, il aurait pu le publier dans n'importe quel journal. M. Kenan a proposé en conclusion que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies recrute un Israélien juif et un Israélien arabe, qui s'efforceraient de prendre contact avec la communauté juive aux Etats-Unis pour établir un dialogue. Faute de dialogue entre Israéliens, Palestiniens et Juifs de la Diaspora, aucune paix ne pourra s'instaurer dans la région.

28. M. Hans Peter Kotthaus (République fédérale d'Allemagne), Secrétaire général de l'Association des parlementaires pour la coopération euro-arabe, a affirmé que l'Europe, et plus particulièrement la Communauté européenne, devait apporter sa contribution à la paix au Moyen-Orient. L'Europe est un voisin direct de la région et le partenaire économique le plus important, à la fois d'Israël et du monde arabe. Dans leur politique moyen-orientale, les Etats-Unis et l'Europe devaient donner une grande priorité au soutien à apporter aux forces qui, dans les deux camps, oeuvraient en faveur d'un règlement politique. Le moment est venu pour les Etats-Unis de prendre l'initiative d'un règlement pacifique global, inséparable de la création d'un Etat palestinien et du tracé de frontières entre les deux Etats. En suspendant le dialogue avec l'OLP, les Etats-Unis ont récompensé les extrémistes à l'origine du massacre. Une telle décision fait le jeu du front du refus des deux côtés. Elle affaiblira également la position politique des dirigeants modérés de l'OLP. La Communauté européenne doit faire tout son possible pour persuader les Etats-Unis de reprendre le dialogue et les inciter à intensifier leurs efforts de paix. Le problème de l'immigration des Juifs soviétique en Israël se pose lui aussi. Les droits inaliénables de la personne humaine, par exemple le droit à la liberté de mouvement, se trouvent limités lorsqu'ils enfreignent les droits d'autrui. M. Kotthaus a déclaré craindre, comme les Etats-Unis, la menace posée par l'accélération de la course aux armements au Moyen-Orient et a déclaré également que les Etats-Unis et la Communauté européenne avaient un rôle de premier plan à jouer dans le processus de paix. Il fallait parvenir à un règlement négocié débouchant sur une autodétermination à la fois pour Israël et pour la Palestine.

29. M. Michael Lanigan, sénateur irlandais, s'est déclaré préoccupé par la non-participation de la Communauté européenne à des réunions telles que le Séminaire en cours. Le soutien apporté à la cause palestinienne provenait surtout de pays qui n'étaient pas en mesure de contribuer beaucoup à la solution du problème. Les peuples n'oublient pas leurs racines et ceux qui cherchent à nier les droits du peuple palestinien ne devraient pas l'oublier. L'Europe occidentale a joué un rôle de premier plan au Moyen-Orient par ses aspirations et interventions colonialistes. L'Irlande est l'un des rares pays européens qui n'a pas été une puissance coloniale dans la région; c'est pourquoi elle pourrait servir d'intermédiaire. Faisant état des résultats des élections locales en Algérie, M. Lanigan a déclaré qu'à son avis la victoire d'un militantisme islamique dans ce pays ne serait rien d'autre que

l'étincelle susceptible de déclencher de grands bouleversements dans tout le Moyen-Orient. Israël a signé la quatrième Convention de Genève et il faut mettre en cause les violations, commises par lui, du droit international dans les territoires occupés. Les cosignataires de la Convention avec Israël n'ont pas protégé les droits du peuple palestinien. Israël, quant à lui, n'a pas respecté la Convention de Genève dans des domaines tels que l'éducation ou la santé. Il a eu recours à la violence et à l'emploi d'une force disproportionnée contre des démonstrations pacifiques, et autorisé l'emploi des armes dans de telles occasions. Il est indispensable, pour parvenir à un règlement pacifique, qu'Israël se retire des territoires occupés. Il faudrait demander instamment à tous les signataires de la Convention de Genève de s'employer à la faire respecter dans ces territoires. Pour conclure, M. Lanigan a affirmé que l'Etat d'Israël avait le droit d'exister, mais qu'il importait tout autant de reconnaître les droits des Palestiniens. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien devait devenir un catalyseur des débats et s'efforcer d'étendre davantage son influence dans les pays occidentaux.

30. Mme Margaret McCormack, spécialiste des questions politiques aux Etats-Unis, a déclaré qu'elle avait consacré 20 ans à essayer d'influencer la politique américaine. Les Etats-Unis s'étaient engagés dans une propagande qui utilisait le "terrorisme" comme excuse à l'action militaire. Les tenants de la paix avaient empêché que le jeu de la terreur ne soit utilisé pour justifier une intervention militaire au Moyen-Orient, mais les Etats-Unis avaient saisi la première occasion pour rompre leur dialogue avec l'OLP. Les élections approchant, Mme McCormack pensait que la politique étrangère américaine sur la question du Moyen-Orient consisterait à s'en laver les mains. Elle a affirmé que les Etats-Unis restaient la force la plus importante en mesure de réunir les parties au conflit au Moyen-Orient dans une conférence de la paix. L'action politique devait être axée sur le Gouvernement américain par le biais des superstructures, qui étaient bien organisées et comprenaient les milieux d'affaires, ceux de l'éducation, la presse, les Eglises, l'armée, les syndicats, les milieux culturels et politiques. Il ne serait efficace de mobiliser la base de la société que si ces groupes s'organisaient en blocs électoraux ou devenaient visiblement organisés au sein des superstructures. Il importait de travailler de façon continue et directe à la construction de la coalition entre les Africano-Américains et les Palestiniens. Mme McCormack a affirmé que mieux valait mobiliser les superstructures plutôt que la base car il ne serait pas possible de mobiliser cette dernière en nombre suffisant pour influencer les résultats des votes. Les candidats élus rencontreraient des dirigeants palestiniens si les déplacements étaient subventionnés, et le moyen de pression le plus efficace pourrait consister à emmener les membres du Congrès sur la Rive occidentale et à Gaza et leur faire rencontrer la direction du mouvement palestinien. En outre, la relation entre les luttes intestines entre factions palestiniennes pour s'affirmer à la tête de l'Etat palestinien et les mouvements de solidarité pour la libération nationale en Afrique du Sud et en Amérique centrale prend de plus en plus d'importance. Dans sa conclusion, Mme McCormack a affirmé que tout était politique, qu'il s'agisse des arts, de la musique, de la culture, de l'éducation, de la religion, des affaires, des sports et du travail, et qu'il ne fallait laisser passer aucune occasion de faire pression sur l'Etat.

31. Rabbi Marshall Meyer, de la Congrégation B'ani Jeshurun, à Manhattan (New York), a déclaré qu'il manquait dans le débat une rhétorique menant à la paix. Par contre, on y trouvait une étrange manipulation de l'histoire. La formule des deux Etats constituait, à son avis, une solution aux problèmes et il avait combattu pour la reconnaissance des droits des Palestiniens. A cet égard, l'Intifada constituait un mouvement très important. Il était urgent de réunir la Conférence internationale de la paix au Moyen-Orient pour que soit adoptée la solution deux peuples - deux Etats. Pour y parvenir, l'Amérique du Nord, l'Europe et la Communauté européenne ainsi que l'Union soviétique avaient chacune un rôle à jouer. L'intervenant était totalement en désaccord avec les politiques d'occupation des territoires et considérait la Rive occidentale et Gaza comme des territoires occupés. Il était sioniste, mais il s'opposait à toute occupation et au traitement inhumain des Palestiniens. Le sionisme n'est pas une forme de racisme mais un mouvement de libération du peuple juif, tout comme l'Organisation de libération de la Palestine est un mouvement de libération des Palestiniens. L'intervenant a déclaré qu'un Palestinien, M. Faisal Husseini, avait, dans son intervention, fait une proposition constructive. Les deux parties devaient renoncer à leurs rêves stupides d'une époque révolue et à un échange de clichés périmés. Il leur fallait renoncer à toute idéologie et à tout débat à consonance historique car chacun peut manipuler l'histoire comme il l'entend. L'histoire prête à des interprétations subjectives. On ne saurait plus rêver d'un Grand Israël, et il fallait qu'Israël se rallie à la formule "Les territoires contre la paix". Les Palestiniens doivent acquérir leur autonomie et participer à des élections libres. Il était impératif d'arrêter les effusions de sang. La vie d'un être humain est un don sacré, et nul n'a le droit de la prendre. Les parties devraient cesser de parler autant du passé et s'entretenir de ce qu'il faudrait faire pour assurer l'avenir.

32. Michael J. Peers, archevêque et primat de l'Eglise anglicane du Canada, a déclaré qu'il parlait en qualité de Chrétien et de Nord-Américain. Il existe sur ce continent des Musulmans, des Chrétiens et des Juifs qui ressentent l'obligation morale de servir la cause de la paix et de la justice au Moyen-Orient. Toutefois, la participation de l'Amérique du Nord n'a pas toujours été salutaire. Des décisions qui influent sur la vie des populations du Moyen-Orient avaient souvent été prises en Amérique du Nord en fonction d'intérêts égoïstes. L'Intifada était au premier chef un mouvement non violent du peuple palestinien qui avait des racines complexes, extérieures à la région, et qui était lié au contexte international aussi bien que local. L'Occident avait eu tendance à noyer le problème palestinien dans celui plus vaste de l'hostilité judéo-arabe, et cela avait entraîné de graves crises pour les Palestiniens, et maintenant pour Israël et pour le monde entier. Le moment était venu de réunir une conférence internationale de la paix. Les Eglises du Moyen-Orient, tout comme celles du Canada et des Etats-Unis, appelaient à une telle initiative car la force ne permettait pas d'apporter une solution au conflit. Les Chrétiens avaient certes beaucoup à se reprocher au cours de leur histoire avec le peuple juif, mais ils ne pouvaient aujourd'hui rester silencieux face aux souffrances des Palestiniens. Les croyants de bonne volonté devaient être prêts à soutenir un dialogue fructueux entre les principales parties au conflit.

33. M. Chaim Shur, écrivain israélien et rédacteur en chef du magazine New-Outlook qui paraît au Moyen-Orient, a déclaré reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple palestinien qui devrait trouver son expression dans la création d'un Etat palestinien. Il fallait considérer l'Organisation de libération de la Palestine comme le seul représentant des Palestiniens et Israël devait se retirer sur ses frontières de 1967. Quant à la question de Jérusalem, elle comportait, pour lui, trois volets : l'un religieux, l'autre municipal et le troisième politique. Toutes les religions devaient être également respectées et la ville devait avoir des municipalités juive et palestinienne. L'essence du problème politique, quant à elle, était que Jérusalem devrait constituer deux capitales : l'une d'Israël et l'autre de la Palestine. Par ailleurs, le droit au retour devrait être accordé également aux Palestiniens et aux Israéliens. Les Palestiniens devraient avoir le droit de retourner dans l'Etat palestinien et les Juifs dans l'Etat d'Israël. Toutefois, très peu d'Israéliens acceptaient ce compromis et un plus petit nombre encore seraient prêts à reconnaître un Etat palestinien. Il fallait, à son avis, un dialogue et non un monologue. M. Shur s'est déclaré opposé aux implantations juives sur la Rive occidentale, qu'elles soient le fait de Juifs soviétiques ou de Juifs de Brooklyn. En fait, il était opposé à toute implantation juive dans les territoires occupés. Vue sous cet angle, l'immigration juive en Israël ne faisait pas problème. Ce n'était pas l'immigration mais les implantations dans les territoires occupés qui étaient en cause. M. Shur était lui-même très fier d'être juif. Certes, personne n'est parfait, mais il était fier de l'histoire juive, et fier de la culture et des réalisations du peuple juif. Malheureusement ce peuple avait connu une histoire tragique, hantée par les pogroms. Si la perestroïka et la glasnost avaient débouché sur de nombreux résultats positifs, elles avaient également donné naissance au "Pamyat", qui est un mouvement antisémite. De nombreux Juifs quittaient l'Union soviétique non parce qu'ils étaient sionistes, mais parce qu'ils avaient peur de cet antisémitisme. Pour M. Shur, le sionisme représentait avant tout le droit des Juifs à l'autodétermination. Il a préconisé, pour conclure, un règlement qui déboucherait sur l'auto-détermination et la sécurité à la fois pour Israël et pour la Palestine.

34. M. Andreï Zakharov, membre du Présidium du Comité soviétique de solidarité afro-asiatique, a affirmé que le Moyen-Orient était encore une source dangereuse de tensions, qui faisait planer une menace grave sur la paix, la sécurité et la stabilité du monde. Il a fait valoir que les changements radicaux intervenus dans le monde étaient objectivement favorables à l'instauration de conditions extérieures propices au règlement du conflit. L'Intifada avait donné l'une des principales impulsions à la recherche d'une solution équitable au conflit israélo-arabe. Si les autorités israéliennes exerçaient des représailles de plus en plus rigoureuses contre les Palestiniens, l'Intifada employait des méthodes essentiellement pacifiques et non violentes faisant preuve de sang froid et d'assurance. Dès le départ, le soulèvement avait été conduit par l'Organisation de libération de la Palestine qui avait ainsi vu son prestige international renforcé. L'OLP avait adopté une approche responsable et constructive des problèmes posés par un règlement du conflit au Moyen-Orient. Il serait injuste de refuser de traiter avec elle et de la priver du droit de participer au processus de paix. Récemment, la menace d'une nouvelle escalade des tensions était apparue. La situation se trouvait gravement compliquée par l'intention manifestée par le Gouvernement

israélien d'implanter des émigrés, y compris ceux venus d'Union soviétique, dans les territoires arabes annexés. L'Union soviétique prenait des mesures à ce sujet par le biais de l'Organisation des Nations Unies et par des voies bilatérales pour faire efficacement obstacle aux plans expansionnistes d'Israël afin que, dans le cadre de l'application des droits de l'homme universellement reconnus, y compris la liberté d'émigrer, il ne soit pas porté préjudice aux droits légitimes des Arabes. L'absence d'un règlement entre Arabes et Israéliens présentait un danger particulier en raison de l'intensité de la course actuelle aux armements ainsi que de l'existence d'armes de destruction massive et de systèmes de missiles. Un règlement doit être global et comporter le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, le respect du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et des garanties de sécurité pour tous les pays du Moyen-Orient, y compris Israël. Seul un système international soigneusement étudié et assurant des garanties de sécurité à toutes les parties pourrait dissiper les inquiétudes des Israéliens et des Arabes. Le système de garantie doit être le plus perfectionné possible et prévoir, en cas de violation des accords, les mesures qui conviennent aux fins d'inspection mutuelle et de vérification sur place, d'établissement de zones totalement démilitarisées et aussi de réduction de la présence militaire. Il faudrait recourir plus activement aux possibilités offertes par l'Organisation des Nations Unies et son Conseil de sécurité. Il était nécessaire d'oeuvrer en faveur d'un renversement de tendance permettant de passer du surarmement au principe du simple nécessaire aux fins de la défense. M. Zakharov a proposé la création au Moyen-Orient d'une zone débarrassée de toutes armes de destruction massive. Il a demandé instamment que les Etats-Unis exercent l'influence qui convienne à cet effet sur la politique israélienne. La décision prise par l'Administration américaine de suspendre le dialogue avec l'OLP risque de créer des obstacles supplémentaires à la négociation et d'encourager Israël à poursuivre sa politique d'obstruction.

C. Conclusions et recommandations

35. Les participants se sont félicités une fois encore de l'occasion qui leur était offerte de tenir un débat approfondi et franc sur certains aspects de la question de Palestine et du conflit arabo-israélien sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Ils ont constaté avec satisfaction que le Séminaire avait contribué de façon positive au processus de paix en servant de cadre à un débat constructif et équilibré sur les questions en jeu.

36. Les participants ont réaffirmé leur conviction que des négociations fondées sur le principe "deux peuples, deux Etats", compte dûment tenu des droits et préoccupations des Israéliens et des Palestiniens, aboutiraient à la paix et à la justice dans la région, comme l'avait envisagé l'Assemblée générale dans ses résolutions 181 (II) et 194 (III). Dans leurs interventions, certains participants ont indiqué qu'en Israël, des fractions importantes de l'opinion publique soutenaient désormais activement la solutions des "deux Etats". Ils ont en outre exprimé leur satisfaction devant la position adoptée par de nombreux gouvernements et organisations non gouvernementales en réponse à la proclamation de l'Etat de Palestine, l'Etat arabe palestinien devant coexister avec l'Etat d'Israël. Les participants ont

demandé avec insistance que les négociations soient fondées sur le principe de la restitution de territoires en échange de la paix, principe consacré par les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité qui constituent la base d'un règlement final, et sur les droits nationaux légitimes du peuple palestinien, y compris, avant tout, son droit à l'autodétermination.

37. Les participants ont pris note de l'adoption de la résolution 44/42 de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1989, et ont trouvé un encouragement dans la très forte majorité qui s'était prononcée en faveur de cette résolution équilibrée et globale, majorité incluant pour la première fois tous les Etats membres de la Communauté européenne. Cette résolution a réaffirmé la nécessité de convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices des Nations Unies et avec la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP, et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Certains participants ont regretté que, pour l'instant, aucun progrès n'ait été réalisé à cet égard. L'OLP avait explicitement accepté ces résolutions; par contre, certaines déclarations récentes du nouveau Gouvernement israélien semblaient mettre en doute son adhésion aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

38. Les participants ont exprimé leur profonde préoccupation devant le nombre toujours croissant de victimes dans les territoires occupés et devant la persistance des violations par Israël des droits de l'homme de la population civile du territoire palestinien occupé. La communauté internationale a déclaré à maintes reprises que la politique et les pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé étaient contraires à ses obligations en tant que partie à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ainsi qu'aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et aux normes généralement reconnues du droit international. Les participants ont lancé un appel aux parties à la Convention pour qu'elles fassent en sorte que les dispositions de celle-ci soient respectées. Ils ont déploré des déclarations faites récemment par le Gouvernement israélien, laissant entendre qu'un nombre accru d'immigrants s'installeraient dans le territoire palestinien occupé, alors qu'Israël continue à refuser aux Palestiniens le droit de rentrer dans leurs foyers. Ils ont dit qu'ils appuyaient le droit de toute personne de circuler librement, ainsi que son droit de quitter n'importe quel pays et de revenir dans le sien. Toutefois, ces droits ne pouvaient pas servir de prétexte pour installer des immigrants ou des civils israéliens dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem. Les participants ont instamment demandé au Conseil de sécurité d'empêcher ces installations illégales.

39. Les participants ont noté avec une grave préoccupation les tragiques incidents qui ont eu lieu récemment en Israël et dans le territoire palestinien occupé. Ils ont déploré l'attentat commis en Israël contre des travailleurs palestiniens de Gaza, qui a fait sept morts et 10 blessés et qui a provoqué des manifestations dans tous les territoires occupés, à la suite desquelles sept autres Palestiniens ont été tués et des centaines blessés par des tirs de l'armée israélienne. Ils ont exprimé aussi leur préoccupation devant la récente incursion des forces de défense israéliennes dans le centre sanitaire de l'UNRWA, à Gaza, au cours de laquelle de nombreux civils, en

particulier des nourrissons et de jeunes enfants, ont été blessés. En même temps, les participants ont exprimé leur profonde préoccupation devant l'attaque tentée sans succès par des guérilleros palestiniens sur les plages de Tel-Aviv et ont noté que l'Organisation de libération de la Palestine avait désavoué cette opération.

40. Les participants ont dit qu'ils appuyaient l'Intifada et l'initiative palestinienne en faveur de la paix de novembre 1988, moyens utilisés par le peuple palestinien dans sa lutte visant à obtenir l'exercice de ses droits inaliénables. Ils ont estimé que les mesures proposées par le Gouvernement israélien le 14 mai 1989 étaient insuffisantes, car elles ne comprenaient pas de mesures intérimaires de protection du peuple palestinien, ni d'autres mesures qui permettraient aux Palestiniens d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination. On a noté que l'Intifada avait de vastes répercussions, y compris sur certains aspects de la politique israélienne. En particulier, elle a entraîné une grave crise gouvernementale et a aidé les forces oeuvrant en faveur d'une paix juste à entreprendre un dialogue et des activités communes avec les Palestiniens, en vue d'encourager la compréhension mutuelle. Les participants ont estimé que l'Organisation des Nations Unies devait continuer d'offrir ses bons offices et organiser des activités pour rapprocher sous son égide Palestiniens et Israéliens. Ils ont instamment prié tous les gouvernements influents, notamment les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, des pays d'Europe occidentale et d'Israël ainsi que les Palestiniens de déployer des efforts plus énergiques en vue d'un règlement juste et équitable du conflit du Moyen-Orient.

41. Les participants ont demandé au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités et de s'en acquitter et de prendre d'urgence des mesures en vue d'assurer la protection physique et de garantir la sûreté et la sécurité des Palestiniens soumis à l'occupation israélienne, notamment en empêchant l'expulsion de Palestiniens, condamnée à maintes reprises par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Ils ont demandé instamment au Conseil, en particulier à ses membres permanents, de n'épargner aucun effort pour faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et d'adopter des mesures intérimaires, notamment le déploiement d'une force des Nations Unies pour garantir la sécurité physique des habitants du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem.

42. Les participants ont noté avec satisfaction que le Secrétaire général avait pris l'initiative d'envoyer un représentant personnel en Israël et dans les territoires occupés pour qu'il y examine la situation et lui fasse rapport à ce sujet. Ils ont remercié le Secrétaire général des efforts qu'il continuait de déployer pour faire progresser le processus de paix et faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix.

43. Les participants ont demandé au Comité de veiller à ce que les séminaires régionaux des Nations Unies sur la question de Palestine offrent l'occasion d'entendre des points de vue divers de façon qu'un véritable dialogue puisse s'instaurer entre les hommes de bonne volonté de tous bords. Ils se sont félicités de l'échange de vues constructif et franc qui a eu lieu au cours du Séminaire entre les participants israéliens et palestiniens ainsi que des nationaux d'autres pays, y compris ceux professant la religion juive. On a

toutefois relevé que, si des Palestiniens représentant l'OLP avaient participé au Séminaire, le Gouvernement israélien n'avait toujours pas accepté de se faire représenter à ces réunions. On a espéré que le Gouvernement israélien serait représenté aux réunions futures. Certains ont suggéré que les séminaires et colloques ONG sur la question de Palestine à venir examinent certaines des questions de fond auxquelles il convenait de s'attaquer.

44. Les participants ont lancé un appel à tous les pays, en particulier aux Etats-Unis d'Amérique et à d'autres pays occidentaux, pour qu'ils appuient les activités du Comité et son objectif visant à élargir le dialogue entre ceux qui agissent sur l'opinion publique et les dirigeants politiques responsables. Les gouvernements de ces pays ainsi que ceux d'autres Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été instamment priés de prendre part aux travaux du Comité en tant que membres ou observateurs. Les participants ont été d'avis que le Comité pouvait faire oeuvre utile en organisant des séminaires et des colloques de façon à élargir les échanges de vues à même d'aboutir à une entente sur certains points. Les participants ont noté avec préoccupation que le Gouvernement des Etats-Unis avait pour le moment suspendu son dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine. Ils ont estimé que cette décision constituait un grave revers pour le processus de paix. Ils ont exprimé l'espoir que le dialogue serait repris dès que possible et que sa portée serait élargie pour englober l'examen constructif de questions de fond, de façon à renforcer le processus de négociations menant au règlement juste et durable de la question de Palestine. Les adversaires doivent en effet se parler si l'on veut parvenir à la paix.

Annexe I

MESSAGE ADRESSE A M. YASSER ARAFAT, PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE
L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE, PAR LES PARTICIPANTS
AU SEMINAIRE

Nous, participants au septième Séminaire régional des Nations Unies pour l'Amérique du Nord sur la question de Palestine et au septième Colloque régional pour les ONG d'Amérique du Nord sur la question de Palestine organisé sous les auspices des Nations Unies, tenons à vous exprimer notre profonde gratitude pour votre aimable message de soutien transmis au Séminaire et au Colloque par M. Zuhdi L. Terzi, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Nous saisissons cette occasion pour manifester notre soutien aux efforts extraordinaires que vous avez déployés pour engager un dialogue de fond pour la paix au Moyen-Orient.

Nous réaffirmons notre vigoureux appui à la lutte que le peuple palestinien mène pour exercer ses droits nationaux légitimes et inaliénables, lesquelles s'est exprimée de manière spectaculaire au cours des deux années et demie écoulées par l'Intifada dans le territoire palestinien occupé. Nous nous félicitons de l'initiative de paix historique qui a été prise par la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil national palestinien tenue à Alger du 12 au 15 novembre 1988 en tant que contribution courageuse et importante à l'instauration de la paix au Moyen-Orient.

Nous regrettons de devoir constater que le Gouvernement des Etats-Unis a suspendu pour l'heure son dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine. Nous voyons dans ce geste un sérieux recul dans le processus de paix. Nous espérons que le dialogue sera rétabli dès que possible et son champ élargi à l'examen constructif de questions de fond afin de favoriser des négociations de nature à conduire à une solution équitable et durable de la question palestinienne.

Nous espérons sincèrement que les résultats du Séminaire et du Colloque contribueront de manière positive à l'instauration d'un règlement juste, durable et global du conflit arabo-israélien au coeur duquel s'inscrit la question palestinienne. Nous réaffirmons notre détermination inconditionnelle d'appuyer le peuple de Palestine jusqu'à ce que se réalise la véritable création d'un Etat palestinien indépendant et souverain.

Nous considérons que les résultats notables obtenus à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale et en particulier l'adoption, par l'Assemblée, de la résolution 44/42 du 6 décembre 1989, qui confirme les dispositions de la résolution 43/176 du 15 décembre 1988, attestent de l'apparition d'un consensus international sur la nécessité de réunir une conférence internationale de la paix au Moyen-Orient, et nous exprimons notre sincère soutien aux efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU en vue d'atteindre au plus tôt cet objectif, comme l'exige la communauté internationale.

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANTS

Intervenants

M. Mahdi Abdul-Hadi (Palestinien)
M. Ibrahim Abu-Lughod (Palestinien)
M. Faisal Husseini (Palestinien)
M. Latyr Kamara (Sénégal)
M. Amos Kenan (Israël)
M. Hans Peter Kotthaus (République fédérale d'Allemagne)
M. Michael Lanigan (Irlande)
Mme Margaret McCormack (Etats-Unis d'Amérique)
Rabbi Marshall Meyer (Etats-Unis d'Amérique)
Le révérend Michael G. Peers (Canada)
M. Chaim Shur (Israël)
M. Andrej Zakharov (Union des Républiques socialistes soviétiques)

Représentant du Secrétaire général

M. Ronald I. Spiers
Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, aux affaires de
l'Assemblée générale et aux services de secrétariat

Etats membres

Afghanistan	M. Mohammad Roshan-Rawaan Ministre Conseiller
	M. Mohauddin Taeb Premier Secrétaire
Arabie saoudite	M. Mansour Al-Saud Deuxième Secrétaire
Argentine	M. Estanislao A. Zawels Secrétaire d'ambassade

Bahamas	S. E. M. James B. Moultrie Représentant permanent M. Peter Deveaux-Isaacs Premier Secrétaire Mme Keva L. Bain Deuxième Secrétaire
Bulgarie	M. Ivan Sotirov Représentant permanent par intérim
Burkina Faso	S. E. M. Gaëtan R. Ouedraogo Représentant permanent M. Ambroise Silga Deuxième Conseiller Mme Awa Ouedraogo Conseillère
Chili	M. Konrad Paulsen Premier Secrétaire M. Julio Fiol Troisième Secrétaire
Chine	M. Yu Shuning Premier Secrétaire
Chypre	M. Petros Eftychiou Représentant permanent adjoint M. Elias Eliades Conseiller M. James C. Droushiotis Premier Secrétaire
Côte d'Ivoire	M. Djabia Joachim Anviré Conseiller
Cuba	S. E. M. Ricardo Alarcón de Quesada Représentant permanent M. René J. Mujica Ministre Conseiller Mme Rosa L. Mujica

Egypte	S. E. M. Amre M. Moussa Représentant permanent M. Mohamed Assem Ibrahim Assem Conseiller M. Mohamed Nabil Fahmy Conseiller
Equateur	Mme Jenny Almeida de Ribadeneira Conseiller
Guyana	S. E. M. S.R. Insanally Représentant permanent M. Earl Manget Premier Secrétaire
Hongrie	M. Ferenc Abrahám Premier Secrétaire
Inde	M. Dinesh Kumar Jain Conseiller
Indonésie	S. E. M. Nana Sutresna Représentant permanent S. E. M. Nugroho Wisnumurti Représentant permanent adjoint M. Abdul Nasier Conseiller M. Kristio Wahyono Troisième Secrétaire
Irlande	M. John O. Burke Chargé d'affaires par intérim M. Kevin Francis Conmy Deuxième Secrétaire
Jamahiriya arabe libyenne	M. Omar R. Jelban Premier Secrétaire
Jamaïque	M. Dennis Ivanhoe Francis Conseiller
Jordanie	M. Ibrahim Awawdeh Deuxième Secrétaire

Libéria	M. Konah K. Blackett Ministre Conseiller
	M. Moses y. Harris Deuxième Secrétaire
Malaisie	M. Kamal Yan Yahaya Premier Secrétaire
	M. Zainal Abidin Ahmad Deuxième Secrétaire
Mali	M. Cheick Sidi Ahmed Tidiane Diarra Premier Conseiller
Malte	S. E. M. Alexander Borg Olivier Représentant permanent
Maroc	M. M'Hammed Chafik El Khatib Conseiller
Maurice	S. E. M. Satteeanund Peerthum Représentant permanent
	M. Patrice Cure Premier Secrétaire
Mauritanie	M. Kharass Kane Premier Conseiller
Mexique	M. Abraham Montes de Oca Conseiller
Nicaragua	Mme Grethel Vargas Premier Secrétaire
Nigéria	M. Oseloka H. Obaze Deuxième Secrétaire
Pérou	M. Julio Garro Deuxième Secrétaire
Qatar	M. Alkhulaifi Abdulrahman Premier Secrétaire
République arabe syrienne	M. Mohammad Adib Khani Conseiller
République démocratique allemande	M. Dirk Hielscher Deuxième Secrétaire

République socialiste soviétique d'Ukraine	M. Nikolai P. Makarevytch Représentant permanent adjoint M. Nikolai N. Kirichenko Premier Secrétaire Ministère des affaires étrangères
Roumanie	M. Nicolae Micu Représentant permanent adjoint M. Ioan N. Voicu Ministre Conseiller
Rwanda	M. Chaste Abimana Premier Conseiller
Sénégal	S. E. Mme Absa Claude Diallo Représentant permanent M. Mame Balla Sy Premier Conseiller
Sierre Leone	S. E. M. Tom Obaleh Kargbo Représentant permanent M. Thomason D. Lawson Premier Secrétaire
Soudan	S. E. M. Salah Mohamed Ali Représentant permanent adjoint M. Abbas Ahmed ElNour El Gereifawi Premier Secrétaire
Tunisie	Mme Holla Bachtobji Premier Secrétaire Mme Alice Benlamine Premier Secrétaire
Turquie	S. E. M. Mustafa Aksin Représentant permanent M. Ahmet Acet Conseiller
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. Vladimir Khanjenkov Expert, Département des organisations internationales Ministère des affaires étrangères

Viet Nam S. E. M. Nguyen Can
Représentant permanent adjoint

Mme Dinh Thi Minh Huyen
Conseiller

Yémen M. Ahmed Ali Alakwaa
Ministre plénipotentiaire

Yougoslavie S. E. M. Dragoslav Pejic
Représentant permanent

M. Misislav Paic
Conseiller

Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies
représentés par des observateurs

Saint-Siège Archevêque Renato R. Martino

Révérant David A. Carroll

Organes des Nations Unies

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application
de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples
coloniaux

S. E. M. Ricardo Alarcón de Quesada (Cuba)

Comité spécial contre l'apartheid

S. E. M. Guennadi I. Oudovenko (République socialiste soviétique
d'Ukraine)

Institutions spécialisées de l'ONU

OIT M. George Minet
Directeur adjoint

M. William Knight
Fonctionnaire de l'information

M. Z. Chichioco

OMS M. Chin-Min Lee
Fonctionnaire principal des relations extérieures
Bureau de liaison avec l'ONU

ONUDI

M. Hassan Bahlouli
Directeur adjoint

Mme Aurora Rodriguez
Fonctionnaire de l'information

Unesco

Mme Neh Dukuly-Tolbert
Attachée de liaison (hors classe)
Bureau de liaison avec l'ONU

M. D. Harold Fruchtbaum
Consultant

Organismes des Nations Unies

CNUEH (Habitat)

Mme Aliye Celik
Chargée de liaison
Spécialiste des établissements humains

M. Victor Lee

HCR

M. Assane Samb
Représentant auprès de l'ONU

M. Santiago Romero Pérez
Représentant adjoint

UNICEF

Mme R. Padmini
Chef
Section du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Organisations intergouvernementales qui ont reçu une invitation
permanente à participer, en qualité d'observateurs, aux sessions
et aux travaux de l'Assemblée générale

Comité consultatif
juridique afro-asiatique

S. E. Bhagwat-Singh
Observateur permanent

Ligue des Etats arabes

S. E. M. Clovis Maksoud
Observateur permanent

M. Abdul Ismail
Observateur permanent adjoint

M. Hassan Osman Abdeldaim
Attaché

M. Mohamed Morsi
Attaché

Organisation de la
Conférence islamique

S. E. M. Ahmet Engin Ansay
Observateur permanent

Mme Yaye Samb
Attachée administrative

Autres organisations qui ont reçu une invitation permanente
à participer en qualité d'observateurs aux sessions et aux
travaux de l'Assemblée générale

Palestine

M. Zuhdi L. Terzi
Observateur permanent

Dr M. Nasser Al-Kidwa
Observateur permanent suppléant

Dr Riyad H. Mansour
Observateur permanent adjoint

Mme Maha Giacaman Khoury
Conseillère

Mouvements de libération nationale reconnus par
l'Organisation de l'unité africaine

Pan Africanist Congress
of Azania

M. Count Pietersen
Représentant spécial

M. Moshe Msinnga

Organisations non gouvernementales

American Jewish Alternatives to Zionism

Arab-Palestine Association

Conférence chrétienne pour la paix

Church of Humanism

Friends of New Outlook

Grassroots International

Middle East Institute

Mobilization for Survival

United Holy Land Fund

United Methodist Church

Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté

Conseil mondial de la paix

Comités de coordination pour les ONG sur la question de Palestine :

Asian Co-ordinating Committee for NGOs on the Question of Palestine

European Co-ordinating Committee for NGOs on the Question of Palestine

International Co-ordinating Committee for NGOs on the Question of
Palestine

- - - - -